

Scierie Florian : chance à saisir ou désastre à venir ?

LE DOSSIER

LE GROS PLAN DE LA SEMAINE Depuis le début de l'année, la pression ne cesse de monter autour d'un projet de scierie industrielle destinée à s'implanter à Lannemezan avec le groupe italien Florian, leader du bois en Europe. D'un côté, des collectivités qui y voient l'occasion de revitaliser dans les Pyrénées une filière bois en souffrance depuis de longues années et de ramener de l'activité sur le territoire. De l'autre, des détracteurs qui dénoncent les risques que le projet représente, aussi bien pour le tissu industriel et artisanal local que pour l'environnement, et exigent son abandon.

C'est un projet qui, depuis des mois, fait flamber les esprits à Lannemezan et dans les territoires voisins, Comminges en tête, celui d'une scierie industrielle dont l'ampleur suscite autant d'enthousiasme de la part de ses soutiens que d'opposition farouche de ses détracteurs. Destinée à s'implanter sur l'ancien site de Péchiney à Lannemezan, cette unité de transformation serait confiée au groupe italien Florian Legno, leader du bois en Europe, qui envisage d'y débiter chaque année 50 000 m³ de planches de hêtre des Pyrénées, moyennant un investissement de 11 millions d'euros largement subventionné par la Région Occitanie.

C'est alors que le bât blesse. Pour les détracteurs du projet – où se mêlent défenseurs de l'environnement, propriétaires, exploitants forestiers, scieurs, syndicats, communes forestières à travers deux collectifs, SOS Forêt Pyrénées et Touche pas à ma forêt – rien ne va : la ressource n'est pas disponible, que ce soit en quantité ou en qualité ; les volumes exigés par l'industriel font courir un risque majeur à l'environnement et risquent de dépouiller les acteurs locaux de leur ressource ; main-d'œuvre ou infrastructures, les moyens d'exploitation manquent ; et les questionnements sont nombreux sur l'engagement de l'industriel italien, dont beaucoup craignent qu'il ne quitte le territoire une fois la forêt épuisée, laissant la charge du risque à la collectivité.

« Le volume que demande Florian

est de 50 000 m³ par an, mais pour l'avoir, il faut couper 250 000 m³ », pointe ainsi Denis Martin, le maire d'Esténos, scieur et président pour la Haute-Garonne de l'association des Communes forestières (CoFor). Seule une petite partie de l'arbre présente en effet les qualités requises par l'industriel, le reste étant destiné à partir en bois de chauffage ou « de trituration » pour d'autres usages industriels. Fibre Excellence récupérerait ainsi 150 000 m³ par an de bois pour fabriquer de la pâte à papier.

Quelle ressource ?

La première question est de savoir si de tels volumes sont disponibles. Trois études commandées à l'Institut national de l'information géographique et forestière, à l'Office national des forêts (ONF) et aux CoFor répondent par l'affirmative, non sans nuances. Selon celle de l'ONF, considérée comme la plus sérieuse par toutes les parties, seuls 55 % de la ressource sont directement exploitables. « Rendre accessibles les 45 % restants répond à des conditions *sine qua non*, indique Jean-Lou Meunier, directeur de l'Unité Pyrénées Gascogne de l'ONF : création de dessertes forestières, amélioration de l'ensemble de la voirie, ce qui implique que l'ensemble des propriétaires privés et publics soient d'accord et prêts à investir pour rendre cette ressource accessible. »

« La première année, ce ne sera pas 50 000 m³, mais peut-être 35 000 m³, rétorque Bernard Plano, maire de Lannemezan et

premier promoteur du projet, et tout le monde pense que c'est faisable. » Selon lui, les études ont montré que 6 à 7 millions de mètres cubes de hêtre peuvent être mobilisés dans la qualité requise et dans un rayon de 100 km autour de Lannemezan. Un volume qui, à raison de 250 000 m³ par an, pourrait assurer l'approvisionnement de la scierie pendant 30 à 35 ans, « et en 35 ans, la forêt se régénère, puisqu'il n'y aura pas de coupe rase », assure l' élu.

C'est alors que les détracteurs du projet remontent au créneau. Selon les éléments du dossier, le bois proviendrait en fait de l'ensemble de la chaîne pyrénéenne, et au besoin du sud du Massif central en cas d'insuffisance de la ressource dans les Pyrénées. Son exploitation correspondrait à la surface de 1200 terrains de football par an, nécessitant de mettre 5000 à 6000 grumiers (les camions de transport de bois, *ndlr*) supplémentaires sur les routes, dont la plupart ne sont pas adaptées à de tels flux.

Quels risques ?

L'exploitation elle-même ne va pas sans poser de questions, alors que les entreprises d'exploitation forestière, les bûcherons, les débardeurs manquent. Craignant que le groupe Florian se retrouve en situation de monopole sur l'ensemble des Pyrénées, « rien ne garantit que les acheteurs et transformateurs locaux puissent toujours s'approvisionner, qui plus est en bois de qualité », dénoncent encore les collectifs.



Le projet Florian, une menace pour les exploitants locaux... et la forêt elle-même ?

Sans parler des risques environnementaux : problèmes de régénération de l'écosystème, faute de gros arbres indispensables au maintien de la biodiversité ; atteinte à la forêt, essentielle dans la lutte contre le réchauffement climatique ; et absurdité d'un projet impliquant un important transport par route, à l'heure où la réduction des émissions de CO₂ est devenue un enjeu majeur pour l'avenir.

Quelles retombées ?

Tout cela pour quel bénéfice ? À peine 20 à 25 emplois, quand il vaudrait mieux travailler à la création d'une véritable filière bois locale respectueuse de toutes les fonctions de la forêt, lancent les opposants. Bernard Plano ne le voit pas ainsi. Pour lui, l'exploitation forestière à elle seule générerait 75 emplois nouveaux, auxquels s'ajouteraient 25 emplois au niveau de la scierie, « et dans ma négociation, je veux qu'on arrive à la transformation d'un produit fini, parquet

ou panneaux, soit 25 emplois de plus. » Au total donc, 125 emplois. « Mais il y a d'autres impacts. Il faut des séchoirs, qui vont créer d'autres emplois induits, d'autant qu'ils seront ouverts aux menuisiers locaux. Le bois de chauffage ou de trituration aura également des retombées en matière de bois-énergie et de maintien de l'emploi dans certains secteurs, poursuit le maire de Lannemezan, évoquant Fibre Excellence sans le dire. Il pourrait même y avoir de la maintenance des engins, par exemple. »

Les retombées seraient également financières. « L'outil ne sera pas celui de Florian, il restera la propriété du territoire, explique Bernard Plano, et Florian va le louer. » Un loyer qui représenterait à lui seul un revenu de 300 000 € par an pour la collectivité, auxquels s'ajouteraient près de 5 millions d'euros annuels pour l'achat du bois.

La Région Occitanie soutient en tout cas avec force le projet, dont elle devrait subventionner les 11 millions

d'euros d'investissements à hauteur de 60 % dans le cadre de son Plan bois. « Il n'y a pas assez d'investissement dans la première et la deuxième transformation du bois, le but est donc d'augmenter nos capacités de transformation dans les Pyrénées, argumente le conseiller régional luchonnais John Palacin, chargé du dossier de la filière bois. Aujourd'hui, personne ne scie de hêtre dans les Pyrénées. Dans ce contexte, un projet consistant à transformer le hêtre sur le territoire bien sûr qu'on a envie de l'accompagner. »

Les opposants à Florian, eux, ne désarment pas. Le collectif Touche pas à ma forêt a ainsi lancé une pétition demandant l'abandon du projet et demande aux communes forestières de ne pas s'y engager. Après un premier rendez-vous le 25 juin à Capvern, le même collectif organise une réunion publique le mardi 30 juin à 20h30 au Parc des expositions de Saint-Gaudens.

Jacques-Olivier Badia

LE PROJET FLORIAN EN QUELQUES CHIFFRES

- Part du bois dans le territoire d'industrie Comminges Nestes : 15 %
- Investissement direct sur Lannemezan : 11 millions d'euros
- Investissement total estimé (avec desserte et voirie) : 24 millions d'euros
- Volume de bois annuel à couper pour Florian : 200 000 à 250 000 m³
- Volume annuel de bois d'œuvre attendu : 50 000 m³
- Volume annuel déjà exploité : environ 150 000 m³
- Créations d'emplois attendues : 125
- Revenu annuel attendu : 5 millions d'euros

UN COLLECTIF S'OPPOSE À UN PROJET DE SCIERIE INDUSTRIELLE



Les interrogations d'un scieur local

Les Bois de la vallée du Job sont l'exemple même de ces rares scieries – il n'en reste que sept en Comminges – à faire vivre encore la filière bois sur le territoire, l'exemple aussi de ces entreprises que certains veulent faire renaître pour recréer un tissu local de valorisation de la ressource bois. Créée en 1920 à Cabanac-Cazaux, elle fabriquait alors des roulettes pour les étaux, avant de s'installer il y a 35 ans à Encausse-les-Thermes où la troisième génération de la famille Servat s'acharne à la faire vivre, employant au total huit personnes.

« On fait de tout, résume Alain Servat, l'un des deux frères à la tête de l'entreprise. Principalement du chêne, mais aussi du Douglas, du sapin, du frêne... mais pas de hêtre, il n'y a pas de marché. Il y a une trentaine d'années, on faisait du hêtre pour les chaises qui partaient en Espagne, mais on ne fait plus de chaises en bois et ce marché a disparu. » Même éclectisme côté produits : « On fait de la charpente chêne, des planches pour la menuiserie, de la traverse de chemin de fer avec l'Espagne, des planches à cercueil avec une



L'un des frères Servat aux commandes d'une scie à 300 000 €.

menuiserie de Saint-Paul-de-Jarrat, des planches pour le parquet... Et en produits finis, des chevilles pour les charpentes, du parquet, du lambris et des lames de terrasse en acacia. » Une nécessité pour survivre, explique le scieur qui se fournit uniquement en local, dans un rayon de 100 km autour de la scierie. Ses clients ? Quelques particuliers au niveau local, mais surtout des professionnels que lui apportent des courtiers spécialisés, charpentiers ou industriels travaillant en France, en Belgique ou en Espagne. Ses volumes ? Pour le moins mo-

même peur qu'ils se rabattent sur le chêne, puisque ce sera une scierie gros débit qui ne peut pas faire de sapin », indique-t-il. Et ses questions sont nombreuses : « Est-ce que ça ne va pas tuer la filière bois locale, est-ce que les exploitants vont tous aller chez lui ou est-ce qu'on va garder nos clients ? Autre question, est-ce que les communes vont lâcher autant de bois ? » Bien que la Région l'ait aidé très récemment à financer une machine à 300 000 €, prenant en charge la moitié de la facture, Alain Servat reste dubitatif sur le développement d'une filière bois appuyée sur l'exemple de Florian. « Les grosses scieries ont déjà du mal à trouver du personnel pour exploiter et débarquer, pointe-t-il. La crainte, c'est de ne pas créer d'emploi, mais qu'ils prennent les existants pour les faire travailler ailleurs au détriment des exploitants locaux. La question, c'est : est-ce qu'on peut créer un marché du hêtre ? S'ils montent cette scierie, c'est qu'ils ont un débouché. Mais ce qui est sûr, c'est que ce ne sera pas un débouché local. Et l'emploi, ils vont le prendre aux autres scieurs... » J.O.B.